

Les Sables d'Olonne, le 8 août 2013

A Monseigneur Alain CASTET
Evêque de Luçon

Objet : Campagne pour le désarmement nucléaire unilatéral de la France
Prise de position des Evêques français
Référence : notre courrier du 2 mai 2012 et votre réponse du 14 mai 2012
Pièce jointe : Texte de JM Muller sur ce sujet

Monseigneur,

Nous nous permettons de nous adresser à vous de nouveau pour reprendre notre entretien sur un sujet qui nous paraît d'une importance vitale et qui nous préoccupe beaucoup : en effet les armes nucléaires mettent en cause l'avenir de notre planète, elles font courir à l'humanité le risque de son anéantissement.

C'est pourquoi permettez-nous de penser que nous n'abusons pas en sollicitant à nouveau votre attention.

En tant que Groupe Vendée du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), qui en 2012 a lancé sur le plan national une campagne visant à obtenir dans un avenir raisonnable le désarmement nucléaire unilatéral de la France, nous croyons qu'une prise de position de l'Episcopat français sur cette question majeure apporterait une contribution importante à la réflexion et au débat que nous souhaitons voir se développer au sein de la société française.

L'Episcopat français, en prenant la parole sur cette question en novembre prochain, le ferait trente ans après « Gagner » la Paix », texte dans lequel il tolérait encore la possession de l'arme nucléaire et justifiait la politique de dissuasion de la France au nom d'une certaine légitime défense.

Depuis trente ans, le monde a changé : la guerre froide et l'opposition est-ouest ont laissé place à un monde finalement plus complexe dans lequel la menace terroriste et le risque de prolifération nucléaire sont sans doute plus alimentés que freinés par l'attitude des « puissances nucléaires » signataires du Traité de Non-Prolifération qui prétendent se réserver le droit à la possession de l'arme nucléaire : au nom de quelle conception de la dignité des peuples et des nations ?

D'ailleurs de plus en plus de personnes à travers le monde, y compris des personnes ayant eu ou ayant des responsabilités politiques ou militaires importantes, mettent en doute l'efficacité supposée des armes nucléaires à garantir la sécurité des nations qui en possèdent et à maintenir la paix dans le monde, comme l'actualité nous le montre hélas constamment.

Nous adressant à vous, Evêque membre de l'Episcopat français, nous souhaitons nous attarder sur des paroles fortes venues de personnalités catholiques éminentes, et d'abord celles du pape Benoît XVI qui dans son message de paix du 1^{er} janvier 2006 déclarait : **« Que dire des gouvernements qui comptent sur les armes nucléaires pour garantir la sécurité de leurs pays ? Avec d'innombrables personnes de bonne volonté, on peut affirmer que cette perspective, hormis le fait qu'elle est funeste, est tout à fait fallacieuse »**. Nous soulignons deux mots clés « funeste » et « fallacieuse » dont la portée est évidente.

Nous nous référons enfin au Pape François : dans sa première homélie du 19 mars dernier il est revenu à six reprises sur l'exigence de « **respecter la création** », et il a demandé « **à tous ceux qui occupent des rôles de responsabilité** » et « **à tous les hommes de bonne volonté** » de « **ne pas permettre que des signes de destruction et de mort accompagnent la marche de notre monde** ». N'est-ce pas une condamnation implicite de l'arme nucléaire dont le pouvoir de destruction et de mort est en contradiction absolue avec le respect du caractère sacré de toute vie humaine ?

Posséder l'arme nucléaire nous apparaît tout à fait contraire au message évangélique que doit, vous ne nous démentirez pas, porter l'Eglise.

Pourtant, nous avons appris que, sous la plume du père Gabriel Delort-Laval, est paru en avril dernier un Document Episcopat intitulé « *La dissuasion nucléaire à la croisée des chemins* ». Ceux qui l'ont lu nous signalent que l'auteur, prétendant examiner de la façon la plus objective les deux voies s'ouvrant au choix politique de notre pays : renoncer à l'arme nucléaire ou décider de la conserver, engage finalement ses lecteurs à soutenir la seconde, c'est-à-dire le maintien de la doctrine française de dissuasion nucléaire.

Sans doute la parution de ce document indique-t-elle que l'Episcopat français se prépare à une nouvelle réflexion sur ce sujet, et cela nous paraît positif. Nous regretterions cependant que les Evêques de France n'aient que ce texte pour y réfléchir.

Nous sommes persuadés que l'Episcopat français peut, par une parole morale, forte, prophétique, être vraiment au service de la paix, et « faire bouger les lignes » sur cette question décisive pour l'avenir de l'humanité.

Mais une tentation nous paraît devoir être évitée, celle de ne se prononcer, en tant qu'Eglise de France, que pour un désarmement nucléaire multilatéral mondial. Certes il faut réaffirmer que ce dernier est le but à atteindre, mais les faits nous montrent depuis les dizaines d'années qu'il est affiché dans toutes les réunions internationales, que la réaffirmation de ce seul objectif revient à ne prononcer qu'un vœu pieux, concrètement inefficace. On voit bien que chaque Etat possesseur de la bombe prend prétexte que d'autres l'ont pour ne pas y renoncer, et des Etats qui ne l'ont pas prétendent à s'en doter puisque les premiers l'ont. Dans ces conditions le monde attendra longtemps, sinon indéfiniment, que tous les Etats se mettent d'accord pour renoncer à la bombe.

C'est pourquoi travailler à l'avènement d'un monde débarrassé des armes nucléaires passe nécessairement, pour nous Français, par la décision du **désarmement nucléaire unilatéral de notre pays.**

Nous espérons que l'Episcopat français saura comprendre cette nécessité morale, prophétique, fondamentale pour l'avenir de tous les humains.

Dans l'espoir que notre courrier retiendra votre attention, nous vous prions, Monseigneur, de croire à notre profond respect.

Pour le groupe MAN Vendée,
la secrétaire :